

Turquie-Russie : une entente cordiale en gestation

<https://www.investigaction.net/fr/turquie-russie-une-entente-cordiale-en-gestation/>

- 15 Oct 2019
- [M. K. Bhadrakumar](#)



Allons-nous nous pouvoir dire que leur rapprochement est tel qu'on ne voit plus la lumière du jour entre la Russie et la Turquie ? Nous y sommes presque. L'incursion turque en Syrie lancée mercredi est un point de bascule. La Turquie et la Russie coordonnent étroitement leurs efforts. Méditons ce qui suit.

La Maison-Blanche a [annoncé](#) dimanche dernier qu'elle se retirait du nord-est de la Syrie, avant les opérations militaires turques de l'autre côté de la frontière. Le président Donald Trump aurait pris cette décision après un [échange téléphonique](#) avec le président turc Recep Erdogan, dimanche. Le coup du lapin de la décision de Trump a choqué les alliés des États-Unis.

De nombreuses critiques ont fusé à Washington, selon lesquelles les États-Unis mettent en danger leurs partenaires kurdes sur le terrain, avec des conséquences potentielles imprévisibles pour la Syrie – et, surtout, nuisent gravement à la crédibilité du pays. Certains préviennent que le conflit syrien s'intensifie au moment même où les braises étaient en train de refroidir.

Certaines de ces critiques sont peut-être fondées. Parce que la Turquie est vengeresse. Elle a longtemps voulu franchir la frontière vers le nord de la Syrie, où elle considère les forces

kurdes syriennes, ou YPG, comme des sœurs siamoises du Parti des travailleurs du Kurdistan, ou PKK, des séparatistes vus par la Turquie comme un groupe terroriste qui a mené une insurrection pendant des décennies.

Mais il y a un facteur « X » : La Turquie s'est-elle lancée seule dans cette entreprise ? Beaucoup de choses dépendent de la réponse, elle-même liée à l'alchimie de l'entente stratégique globale entre la Turquie et la Russie, qui va bien au-delà de la Syrie.

Dans un développement passé à peu près inaperçu, mardi dernier, c'est-à-dire au cours de l'intervalle de 36 heures entre l'annonce du retrait des troupes de Trump de Syrie et l'incursion turque dans le nord de la Syrie, le ministère des Finances russe a annoncé que Moscou et Ankara avaient signé un accord sur l'utilisation de roubles russes et de livres turques pour leurs paiements et règlements mutuels. RT a [indiqué](#) que l'accord vise à « poursuivre l'expansion et le renforcement de l'interaction interbancaire, ainsi qu'à assurer des paiements ininterrompus entre les entités commerciales des deux pays ».

En clair, Moscou et Ankara ont créé un pare-feu contre d'éventuelles sanctions américaines et/ou occidentales à venir contre la Turquie.

RT a expliqué que le nouveau système de paiement turco-russe reliera les banques et entreprises turques à l'analogue russe du réseau de paiement SWIFT, « tout en améliorant l'infrastructure en Turquie, de façon à permettre l'utilisation des cartes de paiement russes MIR, conçues par Moscou comme une alternative à MasterCard et VISA ».

Erdogan a annoncé l'année dernière son intention de mettre fin au monopole du dollar américain par le biais d'une nouvelle politique visant à promouvoir des échanges commerciaux non libellés en dollars avec les partenaires internationaux du pays.

L'accord avec la Turquie est le plus récent exemple du projet ambitieux du président Poutine : se débarrasser du dollar américain dans le commerce extérieur de la Russie. (Le chiffre d'affaires entre la Turquie et la Russie est considérable ; il a augmenté de 16 % l'an dernier, atteignant 25,5 milliards de dollars.) Il est clair que le système de paiement turco-russe est une initiative majeure de politique étrangère des deux pays.

Le lendemain, mercredi, l'incursion militaire turque en Syrie commençait. Fait significatif, juste avant l'opération, le président turc Recep Erdoğan s'est entretenu au téléphone avec Poutine.

Le communiqué du Kremlin disait : « A la lumière des plans annoncés par la Turquie pour mener une opération militaire dans le nord-est de la Syrie, Vladimir Poutine a exhorté nos partenaires turcs à évaluer soigneusement la situation, afin de ne pas compromettre nos efforts conjoints pour résoudre la crise syrienne ». Il ajoutait que les deux présidents avaient souligné « l'importance de garantir l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie et le respect de sa souveraineté ».

La réaction russe à l'opération militaire turque a été nuancée. Jeudi, lors d'une visite au Turkménistan, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a [déclaré](#) à la presse : « Depuis le début de la crise syrienne, nous soulignons que nous comprenons les préoccupations de la Turquie concernant la sécurité de sa frontière ».

Lavrov a suggéré que ces préoccupations pourraient être apaisées dans le cadre de l'accord d'Adana, signé entre la Turquie et la Syrie en 1998 (qui prévoyait une coordination directe de sécurité entre Ankara et Damas).

Lavrov a carrément imputé toute la responsabilité de l'incursion turque à la politique américaine. Il a rappelé que la Russie avait mis en garde les États-Unis contre le fait de jouer la « carte kurde » et de fomenter des rapports conflictuels entre les tribus kurdes et arabes.



Les combattants de l'YPG que les États-Unis considèrent comme leur partenaire le plus fiable dans le nord de la Syrie, dans une politique que certains appellent de « l'ignorance bornée ».

Il est important de noter, a ajouté Lavrov, que « les responsables militaires russes et turcs restent en contact au long de l'opération. Maintenant, nous allons essayer d'établir un dialogue entre Damas et Ankara. Nous pensons que c'est dans l'intérêt des deux parties. »

Le même jour, jeudi, alors que les nations occidentales voulaient que le Conseil de sécurité de l'ONU condamne la Turquie, la Russie a [fait obstruction](#), arguant du fait que la « présence militaire illégale » d'autres nations (les USA, la France, l'Allemagne, etc.) doit également être traitée. La Russie a appelé à un « dialogue direct » entre Ankara et Damas.

Pendant ce temps, l'incursion turque présente quelques caractéristiques notables. On ne sait pas dans quelle mesure cela est dû à l'influence russe, mais il s'avère que cette incursion est loin d'être une vraie guerre.

L'opération se concentre principalement sur les régions à majorité arabe du nord de la Syrie, où il existe une antipathie locale historique envers les Kurdes, et où l'YPG n'est pas en mesure de défier l'armée turque. L'objectif turc semble être de créer une bande de territoire solidement arabe, où des réfugiés syriens pourraient être relogés. (Il y a un ressentiment croissant, chez les Turcs, à l'égard de la présence de 4 millions de réfugiés syriens dans leur pays).



En bleu clair, la zone kurde. Hachurée, au nord, la zone que les Turcs veulent contrôler.

La réaction modérée de la Russie tient compte des assurances données par la Turquie selon lesquelles l'opération ne vise pas les terres kurdes traditionnelles et qu'il n'y aura pas de guerre ouverte avec les Kurdes. Cependant, dans toute opération militaire, les choses peuvent mal tourner. Des rapports contradictoires font déjà état de pertes turques.

De plus, le sort des combattants de Daesh détenus dans les zones contrôlées par les Kurdes est une question extrêmement importante pour la communauté internationale. Trump en a fait la responsabilité de la Turquie. La Russie est également inquiète. Poutine a déclaré vendredi que la Turquie pourrait ne pas être en mesure de contenir les militants de Daesh encore actifs dans le nord de la Syrie.

« Les unités kurdes avaient l'habitude de garder un œil sur ces zones, mais maintenant que les troupes turques entrent dans la région, ils [les militants] risquent de s'enfuir. Je ne suis pas sûr que l'armée turque sera en mesure de prendre rapidement le contrôle de la situation », a noté Poutine. La Russie et les États-Unis doivent se coordonner sur le terrain pour veiller à ce que Daech ne relève plus la tête. Trump y est favorable.

Toutefois, l'objectif ultime de l'acceptation par le Kremlin de l'offensive turque est qu'Erdogan accepte les plans de Moscou pour l'avenir de la Syrie, selon lesquels le président Bachar al-Assad pourra reprendre le contrôle sur l'intégralité du pays. Moscou n'acceptera pas que l'opération transfrontalière de la Turquie se transforme en violation à long terme de la souveraineté territoriale syrienne. La Russie va main dans la main avec la Turquie, dans l'espoir que la synergie contribuera à façonner la Syrie d'après-guerre.

Parallèlement, la Russie espère trouver une réponse aux préoccupations de la Turquie sur les Kurdes en encourageant ces derniers à entamer un dialogue avec Damas pour assurer la sécurité de la frontière turco-syrienne. D'une certaine manière, l'incursion turque est donc utile au Kremlin, parce qu'elle [fait pression](#) sur les Kurdes pour qu'ils retournent dans le giron de la Syrie.

Dans cet équilibre complexe d'intérêts contradictoires, l'essentiel est que la Russie continue à entretenir des liens étroits avec la Turquie. Le grand trophée du Kremlin est qu'un grand pays de l'OTAN soit en train de sortir de l'orbite américaine. La pression européenne s'intensifiera sur la Turquie dans les jours à venir pour qu'elle soit « avec nous, ou contre nous ». La France en [prend la tête](#).

L'accord sur le nouveau système de paiement conclu mardi démontre que Moscou et Ankara sont tous deux conscients d'une possible rupture des relations de la Turquie avec l'Occident. La [déclaration](#) faite jeudi par les membres de l'UE au Conseil de sécurité de l'ONU [qui exigeaient un retrait turc de Syrie, NdT] avait des connotations inquiétantes.

M.K. Bhadrakumar a travaillé au sein du corps diplomatique indien pendant 29 ans. Il a été ambassadeur de l'Inde en Ouzbékistan (1995-1998) et en Turquie (1998-2001). Il tient le blog Indian Punchline et contribue régulièrement aux colonnes d'Asia Times, du Hindu et du Deccan Herald. Il est basé à New Delhi.

Source : [Entelekheia](#)

« Compromis ou génocide ». L'accord du siècle de Poutine se déploie rapidement en Syrie

<https://www.investigaction.net/fr/compromis-ou-genocide-laccord-du-siecle-de-poutine-se-deploie-rapidement-en-syrie/>



Depuis que Trump a annoncé le retrait des troupes US et qu'Erdogan a lancé son offensive contre les Kurdes dans le nord-est de la Syrie, les événements s'enchaînent à une vitesse folle. Damas et les Kurdes ont passé un accord et l'armée syrienne se déploie le long des lignes de front. Le rôle de Moscou dans tout ça ? La diplomatie russe s'active en coulisses et pourrait tirer les marrons du feu. (IGA)

« Poutine capitalise sur la retraite chaotique des États-Unis et la brutalité turque envers les Kurdes pour affirmer le leadership de la Russie », [a commenté](#) l'expert Joshua Landis à partir d'une [récente interview](#) de Vladimir Poutine. « Il souligne comment la Russie s'est tenue aux côtés de son alliée assiégée, la Syrie, alors que les États-Unis ont abandonné leurs deux alliés, les Kurdes et les Turcs », a ajouté Landis.

Poutine a déclaré dans l'interview : « La Syrie doit être libérée de toute présence militaire étrangère. Et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne doit être complètement rétablie ».

Compte tenu de la rapidité avec laquelle se déroulent les événements de ce week-end, avec des armées turques et syriennes s'engageant sur les lignes de front, le rôle de la Russie dans toute cette histoire reste la plus grande inconnue. Mais que savons-nous à ce stade ?

Il y a tout juste une semaine que Trump a dévoilé pour la première fois un retrait des troupes US du nord-est de la Syrie, donnant son feu vert à une invasion des forces turques. Depuis, les événements s'enchaînent à une vitesse fulgurante, avec en ligne de mire un [possible affrontement majeur](#) entre l'armée syrienne et les forces pro-turques d'une part, et un [retrait complet et définitif](#) des États-Unis hors de Syrie d'autre part.

Des convois de l'armée syrienne – comprenant notamment des chars et de l'artillerie – ont commencé à se déployer sur les champs de bataille du nord de la Syrie au moment où la retraite des troupes US était confirmée. Le média public syrien a affirmé que Damas était sur le point de « faire face à une agression turque » sur le territoire syrien. L'information est tombée juste après ce qui semble être un [accord majeur conclu](#) entre Damas et les principaux groupes kurdes syriens soutenus par les États-Unis.

Reuters a révélé dimanche que Damas et les Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par les Kurdes étaient en négociations directes avec une participation cruciale de la Russie. « La source proche du gouvernement syrien a déclaré que des réunions entre les FDS et Damas avaient eu lieu avant et après la dernière offensive turque », selon la dépêche d'agence.

Dimanche, quelques heures avant l'annonce d'un premier accord et le déploiement de l'armée syrienne dans les villes du nord assiégées par la Turquie, le chef des FDS, Mazloum Abdi, déclarait dans une [tribune libre parue dans Foreign Policy](#) : « Nous savons que nous devons faire des compromis douloureux avec Moscou et Assad si nous empruntons cette voie. Mais si nous devons choisir entre des compromis et le génocide de notre peuple, nous choisirons sûrement la vie. »

Abdi a noté que la trahison de Washington était double : non seulement le Pentagone s'était retiré au moment le plus crucial, mais il avait également ordonné à sa force de substitution kurde d'affaiblir ses propres défenses. Et ne parlons même pas du fait que Washington s'était longtemps activé à contrecarrer les négociations avec Damas.

« À la demande de Washington, nous avons accepté de retirer nos armes lourdes de la zone frontalière avec la Turquie, de détruire nos fortifications défensives et de retirer nos combattants les plus aguerris. La Turquie ne nous attaquerait jamais tant que le gouvernement américain resterait fidèle à sa parole », [écrit](#) Mazloum Abdi, sous-entendant que Washington a jeté les Kurdes dans la gueule du loup au pire moment.

« Nous nous tenons maintenant sans défense pour faire face aux couteaux turcs », a conclu le commandant en chef des SDF. « La Syrie a deux options : une guerre religieuse, sectaire, ethnique et sanglante si les États-Unis partent sans parvenir à une solution politique ; ou un avenir sûr et stable – mais seulement si les États-Unis utilisent leur pouvoir et leur influence pour parvenir à un accord avant de se retirer » explique Abdi. « Deux questions demeurent : comment pouvons-nous protéger au mieux notre peuple ? Et les États-Unis sont-ils toujours notre allié ? » Il semble bien qu'Abdi ait obtenu une réponse, alors que les FDS ont invité l'armée syrienne à se joindre à eux.

Compte tenu une fois de plus de la rapidité avec laquelle tout cela s'est déroulé, un certain nombre d'experts et d'analystes ont posé la question : assistons-nous au déploiement d'un « [accord du siècle](#) » négocié par Poutine ?

Nous avons expliqué [la semaine dernière](#) que de nombreux signes laissent penser que tel était le cas, notant que Moscou avait commencé à organiser des « pourparlers de réconciliation » entre la Syrie et la Turquie. Cela constituerait vraiment un développement sans précédent, quand on pense à la position sur laquelle Erdogan campait depuis longtemps, à savoir que la Turquie ne négocierait pas avec Damas tant qu'Assad serait au pouvoir. Les deux pays avaient coupé leurs relations diplomatiques en 2012.

Mais le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov a récemment [confirmé](#) cette information : « Moscou demandera l'ouverture de négociations entre Damas et Ankara ».

Le moment choisi par Poutine pour éventuellement conclure un tel accord tombe à pic pour plusieurs raisons :

- Le retrait US de la zone frontalière signifie que Washington n'a plus que peu d'influence sur la situation (Trump a d'ailleurs déclaré qu'il souhaitait voir les puissances régionales régler le problème).
- Les Kurdes assiégés de Syrie voient désormais dans Damas leur seule option de survie (et donc l'allié de la Syrie, la Russie).
- La Turquie est maintenant en contradiction avec les principales puissances occidentales et régionales au sujet de cette Opération « Peace Spring ». La Turquie est également diabolisée par les médias internationaux. La voilà maintenant sous la loupe des droits humains et des crimes de guerre.
- Les relations entre la Turquie et les États-Unis sont au plus bas pour de nombreuses raisons, en particulier depuis que la Turquie a passé un accord pour acheter de S-400 à

la Russie et s'est vue éjecter du programme des F-35 des États-Unis. Le spectre de nouvelles sanctions US hante Ankara.

Washington ayant cédé la place du conducteur, tout ce qui précède signifie qu'il n'y a que Poutine qui peut « vérifier » les actions d'Erdogan.

Selon l'agence Reuters, Poutine est bien placé pour être la seule voix ayant des relations « positives » avec la Turquie et capable de « limiter » [les ambitions](#) d'Erdogan en Syrie : « Lors d'un appel téléphonique avec le président turc Tayyip Erdogan avant l'opération contre les combattants kurdes alliés aux États-Unis, le dirigeant russe Vladimir Poutine, allié du président syrien Bashar al-Assad, a déclaré qu'il espérait que l'incursion serait limitée dans le temps et dans l'espace », ont indiqué des sources. « S'il [Poutine] réussit à résoudre ce problème, cela serait considéré comme une victoire politique majeure », a commenté Andrey Kortunov, président du Conseil des affaires internationales de la Russie, cité dans le reportage. « Poutine pourrait soutenir que les Américains n'ont pas réussi à résoudre ce problème, mais que nous avons réussi. Cela impliquerait que notre approche du conflit est plus efficace que celle de nos opposants géopolitiques », a-t-il ajouté.

Un ancien diplomate russe de haut rang a également confirmé [à Reuters](#) que « si la Turquie limite ses opérations à une zone de sécurité de 30 km à l'intérieur de la Syrie et mène une opération rapide, la Russie devrait probablement la tolérer ».

Même CNN [l'admet maintenant](#) à contrecœur : « La Russie est déjà de loin la plus grande puissance étrangère opérant en Syrie. Et le président Vladimir Poutine s'est allié avec le président syrien Bachar al-Assad pour mettre tout le poids de l'armée russe derrière l'armée syrienne. À présent, une opération turque visant à « éliminer » les forces kurdes de la zone frontalière avec le nord-est de la Syrie pourrait donner à Poutine une chance d'étendre l'influence russe – au grand dam des faucons US. »

Il est probable que le résultat de l'escalade actuelle dans le nord-est de la Syrie déterminera également l'enjeu final pour Idlib, dont la situation reste préoccupante. Cet enjeu offre une nouvelle opportunité à Poutine et Erdogan de trouver un terrain d'entente.

Entretemps, Trita Parsi du Quincy Institute a sans doute le mieux [résumé la situation](#) : « Il semble qu'Assad se joint aux Kurdes contre Erdogan. Les chefs des experts de Washington, qui adorent réduire les conflits géopolitiques à des batailles entre gentils et méchants, vont exploser... »

Source originale : [Zero Hedge](#)

Traduit de l'anglais par Investig'Action

Source : [Investig'Action](#)